

SMA : l'effet boomerang

Vivement la prochaine grève des enseignants. Il faudra alors organisé une nouvelle fois, pour respecter la loi, le Service Minimum d'Accueil voulu par Nicolas Sarkozy.

La mairie de Rodez sortira alors son arme fatale, la réquisition du **préfet** et de **l'inspecteur d'académie**.

Au début, on se dit que c'est une provocation ou une plaisanterie. Mais finalement, on peut aussi penser que c'est du bon sens. Le préfet est après tout là pour faire appliquer la loi. La preuve, il a poursuivi, devant le tribunal administratif, la ville de Rodez au motif qu'elle n'avait pas organisé ce fameux SMA. La ville a bien sûr plaidé l'impossibilité technique à l'organisation de cet accueil. Il est en effet compliqué de trouver en seulement 48 H, des dizaines de gens disponibles et compétents pour assumer cette charge, sans parler du problème juridique en cas de pépins.



Puisque gouverner, c'est anticiper, le maire socialiste de Rodez a donc préétabli une liste de 150 personnalités. Des hommes et des femmes susceptibles de se mobiliser, pour accueillir les jours de grève scolaire, les 2.000 enfants qui fréquentent une école communale. On trouve ainsi, à côté des assistantes maternelles, le nom de tous les élus municipaux, mais aussi celui du préfet et de l'inspecteur d'académie.

« Je pousse la logique jusqu'au bout » explique l' élu. « On me demande d'appliquer un dispositif mais si le personnel communal est en grève, je ne vais pas le réquisitionner, donc pour appliquer le SMA, je vais faire appel au préfet et à l'inspecteur d'académie qui sont concernés au premier chef. Comme ils sont aussi des citoyens, ils ne peuvent pas refuser de m'aider à mettre en place une chose qu'ils me demandent de faire ».

On ne sait pas, pour l'instant, quelle attitude les deux « requis » vont adopter.

Mais leur sens du service public devrait les inciter à ne pas refuser, sauf à contester la loi sur le SMA ...